



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Service interministériel d'animation
des politiques publiques**

Pôle environnement et transition énergétique

Arrêté n° 41-2022-02-04-00001

Modifiant l'arrêté préfectoral n° 41-2015-11-09-007 du 9 novembre 2015 complétant et modifiant les prescriptions applicables à la société SAS Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) pour l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite au CONTROIS-EN-SOLOGNE (CONTRES)

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu la directive 2010/75/CE relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles R. 1416-1 à R. 1416-5 ;

Vu le décret du président de la république du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement des déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral n°97-4203 du 22 décembre 1997 autorisant la société SOA à exploiter une installation de transit de déchets spéciaux située à CONTRES ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2015-11-09-007 du 9 novembre 2015 complétant et modifiant les prescriptions applicables à la société SAS Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) pour l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite à CONTRES ;

Vu le courrier du 11 décembre 2019, complété le 12 août 2021, de la société SOA communiquant le dossier de réexamen et le rapport de base prescrits par les articles R. 515-71 et R. 515-30 du code de l'environnement ;

Vu le rapport et les propositions en date du 3 janvier 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 11 janvier 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de réponse de la société SOA dans le délai imparti ;

Considérant que les activités exercées par la société SOA ne sont pas modifiées ;

Considérant que la situation administrative des activités exercées par la société SOA au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées doit être actualisée ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter les dispositions préfectorales encadrant le fonctionnement de l'usine pour rendre applicables les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF « WT – Traitement des déchets » ;

Considérant que la société SOA n'a formulé aucune demande de dérogation pour l'application des conclusions sur les MTD précitées ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du CODERST.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher :

ARRÊTE

Article 1 : Prescriptions d'arrêtés préfectoraux antérieurs abrogés

Article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, le contenu de l'article est supprimé et est remplacé par :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 susvisé sont abrogées.

Article 2 : Nature des installations

Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, le tableau récapitulatif de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710 , 2711 , 2712 , 2717 , 2719 , 2792 et 2793 .	La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélange.	281 tonnes
3550	/	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 , dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510 , 3520 , 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Capacité totale supérieure à 50t	281 tonnes

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé
2716	2	DC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l' article R. 214-1 .	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ .	190 m ³
2795 Avec le bénéfice de l'antériorité.	2	DC	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l' article R. 511-10 , ou de déchets dangereux.	La quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m ³ /j.	< 20 m ³ /j. Lavage uniquement des citernes des camions appartenant à la société SOA.
1435	/	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total:	220 m ³ de GO
4734	/	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	La quantité totale de carburant étant inférieure à 50 tonnes.	34 tonnes de GO

A (Autorisation) ou E (enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé – rubriques données pour mémoire)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 3 : Quantités maximales de déchets susceptibles d'être présente sur le site

A l'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, le tableau des déchets spécifiquement mentionnés est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Type de déchet	Déchet	Quantité maximale sur site	Mode d'entreposage
Déchet dangereux	Eaux souillées/ hydrocarburées	30 tonnes	1 cuve n°1 de 30 m ³ .
		30 tonnes	1 cuve compartimentée n°2/3 de 20 m ³ + 10 m ³ .
		30 tonnes	1 cuve compartimentée n°4/5 de 20 m ³ + 10 m ³ .
	Divers	30 tonnes	1 cuve compartimentée n°6/7/8 de 10 m ³ + 10 m ³ + 10 m ³ .
	Déchets dangereux conditionnés	56 tonnes	Déchets conditionnés entreposés sur une surface couverte, étanche et en rétention d'une capacité de 80 m ³ .
	Sables hydrocarburés	75 tonnes	Déchets entreposés sur une rétention béton de 50 m ³ .
Déchet non-dangereux	Graisses de bacs à graisse	60 m ³	1 fosse béton compartimentée de 2X30 m ³ soit 60 m ³ .
	Sables de curage	130 m ³	Aire de dépotage et d'entreposage.

Article 4 : Consistance des installations autorisées

A l'article 1.2.7 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, la deuxième ligne est supprimée et remplacée par :

- 4 cuves de stockage vrac de déchets dangereux liquides de 30 m³ chacune soit 120 m³.

A l'article 1.2.7 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, la septième ligne est supprimée et remplacée par :

- une cuve enterrée compartimentée de 30 m³ de gazole et de 10 m³ de GNR et son installation de distribution.

Article 5 : Identification des effluents

A l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, le tableau des différentes catégories d'effluents est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Type de rejet	Désignation du rejet.
Eaux industrielles	Eaux de lavage des citernes et eaux de ruissellement des aires de dépotage et de stockage des déchets dangereux.
	Eaux de lavage extérieur des camions.
	Eaux de ruissellement des aires de dépotage des déchets non dangereux.
Eaux pluviales	Eaux de ruissellement des toitures des déchets vrac et conditionnés et des autres bâtiments.
	Eaux de ruissellement des voiries des parkings VL et PL.
Eaux usées domestiques	Eaux à usage sanitaire.

Article 6 : Localisation des points de rejet

A l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, les tableaux des différents points de rejet sont supprimés et remplacés par les tableaux suivants :

Points de rejet vers le milieu récepteur codifiés par le présent arrêté	EU1
Nature des effluents	Eaux sanitaires et eaux vannes
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées
Traitement avant rejet	SO
Milieu récepteur ou station d'épuration collective	STEP de Contres
Conditions de raccordement	Autorisation déversement du gestionnaire de réseau.

Points de rejet vers le milieu récepteur codifiés par le présent arrêté	EU2
Nature des effluents	Eaux de lavage extérieur des camions + Eaux de ruissellement des aires de dépotage des déchets non dangereux et de la zone de dépotage des déchets dangereux.
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées.
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures et débourbeur pour la zone des déchets non dangereux.
Milieu récepteur ou station d'épuration collective	STEP de Contres.
Conditions de raccordement	Autorisation déversement du gestionnaire de réseau et convention de rejet.

Points de rejet vers le milieu récepteur codifiés par le présent arrêté	EP1
Nature des effluents	Eaux de ruissellement des toitures des déchets vrac et conditionnés. Eaux de toiture des bureaux et autres bâtiments.
Exutoire du rejet	Milieu naturel (toiture du bâtiment des déchets vrac) et réseau communal EP.
Traitement avant rejet	SO
Milieu récepteur ou station d'épuration collective	Milieu naturel et réseau communal EP.

Points de rejet vers le milieu récepteur codifiés par le présent arrêté	EP2
Nature des effluents	Eaux de ruissellement des voiries des parkings VL et PL
Exutoire du rejet	Réseau communal EP
Traitement avant rejet	Deux séparateurs d'hydrocarbures pour chacun des parkings.
Milieu récepteur ou station d'épuration collective	Réseau communal EP.

Article 7 : Consignes d'exploitation destinés à prévenir les accidents

A l'article 7.5.3.V de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, le paragraphe V est supprimé et remplacé par :

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs internes à l'installation. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Afin d'obtenir ce confinement, le réseau des eaux usées est muni d'un dispositif d'obturation pouvant être actionné en toutes circonstances. Ce dispositif est régulièrement entretenu et les opérations d'entretien sont consignées dans un registre.

Des consignes d'utilisation du dispositif d'obturation sont rédigées et affichées à proximité des vannes d'obturation de réseau.

Le volume minimal nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'incendie est fixé à 202 m³.

Les eaux d'extinction incendie collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

Article 8 : Aires de dépotage et de déchargement de déchets dangereux

A l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, est ajouté la phrase suivante :

« La zone de dépotage des sables hydrocarburés est couverte à l'échéance du 01/08/2022. »

Article 9 : Lavage des citernes ou conteneurs de déchets dangereux

Le titre de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, est supprimé et remplacé par :

« Lavage des citernes ayant contenu des déchets dangereux. »

Article 10 : Sanctions

Les infractions ou inobservations des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 11 : Notification et information des tiers

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant en recommandé avec accusé de réception. Il est également inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Conformément aux dispositions édictées par l'article R. 512-39 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du CONTROIS-EN-SOLOGNE et peut y être consultée ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- un extrait de cet arrêté est affiché, pendant une durée minimum d'un mois, à la mairie du CONTROIS-EN-SOLOGNE ;
- le même extrait est affiché, en permanence, de façon visible dans son installation, par les soins de l'exploitant.

Copie est adressée à la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY, le maire du CONTROIS-EN-SOLOGNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **- 4 FEV. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr